

Grands entretien MIPIM 2018 - Anne Hidalgo

Maire de Paris

L'appels à projets Inventons la Métropole du Grand Paris, le chantier du Grand Paris Express, l'organisation des J.O : le Grand Paris semble enfin sortir de terre. N'est-ce pas le moment opportun pour investir ? Quels sites métropolitains apparaissent à ce titre les plus prometteurs ?

Anne Hidalgo : Oui, c'est assurément le bon moment pour investir ! Tous les classements internationaux disent la même chose : l'attractivité économique de Paris et du Grand Paris n'a jamais été aussi forte. Nous nous plaçons désormais dans le top 3 mondial, devant toutes les métropoles européennes et asiatiques sans exception, et juste derrière New York et Londres. C'est le résultat d'une mobilisation collective : celle des élus locaux de tous bords, qui ont réussi à travailler ensemble autour de Patrick Ollier au sein de la Métropole du Grand Paris, et celle de tous les acteurs qui font la formidable énergie de ce territoire, les entrepreneurs, les dirigeants des établissements d'enseignement et de recherche, les responsables associatifs... L'histoire aurait pu être toute autre, car après les attaques qui ont frappé Paris en 2015, la fréquentation touristique a chuté brutalement, certains grands groupes ont envisagé de réorienter leurs investissements, des milliers d'emplois étaient en danger. Forts de l'exceptionnelle résilience des Parisiens et des Métropolitains, nous avons engagé une grande campagne de promotion de Paris et du Grand Paris à l'échelle internationale, avec un message clair : venez à Paris, c'est ici qu'il faut être. Cette démarche a été gagnante. Nous avons remporté en septembre 2017 l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Nous avons décroché en novembre 2017 le Prix de la capitale européenne de l'innovation décerné par la Commission européenne. Et en décembre 2017, au moment de tirer le bilan de l'année touristique, nous avons battu un record de fréquentation. Tous les territoires de la Métropole sont concernés par cette dynamique et ce regain d'attractivité : tous sont donc de bons lieux où investir. S'il fallait se concentrer sur un secteur en particulier, autre que Paris, je dirais évidemment la Seine-Saint Denis. C'est le département le plus jeune et le plus divers de France. Il a un potentiel exceptionnel, ses élus locaux sont très impliqués, il accueillera une grande partie des épreuves et des infrastructures sportives en 2024. Il ne fait donc aucun doute que c'est là qu'il faut être.

S'il fallait se concentrer sur un secteur en particulier, autre que Paris, je dirais évidemment la Seine-Saint-Denis. c'est le département le plus jeune et le plus divers de France. Il a un potentiel exceptionnel.

Réinventer Paris I et II, Inventons la Métropole du Grand Paris, Réinventer la Seine, bientôt Réinventing Cities... les appels à projets se multiplient dans l'agglomération. Avec l'ambition de renforcer la visibilité internationale de Paris ?

De devenir une métropole incontournable ?

A. H. : Le Grand Paris est déjà une Métropole incontournable, mais il s'agit dès à présent de préparer son avenir et de nous assurer que son attractivité et sa croissance seront durables. C'est dans cet esprit que nous avons initié en 2014 le premier appel à

projets Réinventer Paris, une nouvelle façon de penser la ville en donnant davantage de liberté aux créateurs et aux investisseurs. Plutôt que de leur soumettre un cahier des charges déjà ficelé, où les élus dictent chaque mètre carré à aménager, nous leur avons confié des sites avec des orientations générales et leur avons demandé de nous surprendre. Le défi a été pleinement rempli ! Des centaines de projets nous ont été soumis, venant du monde entier, avec des équipes pluridisciplinaires associant des grands groupes et des petites entreprises, parfois même des collectifs de citoyens. Un tel foisonnement d'idées, en un temps record, c'était du jamais vu !

Cette réussite nous a conduit à lancer Réinventer Paris II et a inspiré un travail à plus grande échelle, avec Réinventer la Seine que nous avons co-construit avec Rouen et Le Havre, puis avec Inventons la Métropole du Grand Paris. Ce dernier appel à projets a permis de lever plus de 6 milliards d'euros d'investissements privés pour la Métropole. Cela nous permet d'aborder avec confiance ce que sera notre territoire dans les dix prochaines années.

Comment l'accueil des Jeux Olympiques promet-il de bouleverser la ville ?

A. H. : Les Jeux olympiques et paralympiques sont l'événement le plus suivi au monde. Ils constitueront un formidable coup de projecteur sur Paris et sur la Métropole du Grand Paris. Ils seront une occasion unique de valoriser les savoir-faire et les innovations de nos entreprises. L'activité économique va s'en trouver nettement renforcée, avec 10,7 milliards d'euros de retombées et 240 000 créations d'emplois à l'échelle de l'Ile-de-France. J'ai proposé qu'au moins un quart de ces retombées bénéficient aux entreprises locales et que 10% des heures générées par l'ensemble des marchés publics soient dédiés à l'insertion sociale. Je suis en train de constituer un comité « Jeux olympiques et paralympiques : Priorité emploi », qui fédérera tous les acteurs privés et publics autour de ces objectifs. Les Jeux vont aussi améliorer le cadre de vie des Parisiens et des Franciliens. Nous les avons pensés dès le début pour qu'ils soient le plus utile possible aux habitants. Les Jeux vont accélérer la révolution des transports, avec de nouvelles lignes de bus en site propre, les premières lignes du Grand Paris Express, la constitution de continuités cyclables à l'échelle de la Métropole, le développement des véhicules électriques autonomes... Ils vont développer l'accès des citoyens au sport : nous prévoyons d'ici 2024 que chaque Parisien vive à moins de 5 minutes d'un équipement sportif. Ils amélioreront aussi la qualité de l'eau de la Seine, qui accueillera des épreuves sportives puis sera ouverte durablement à la baignade, à Paris mais aussi dans les communes limitrophes.

La capitale est aussi à l'avant-garde du combat contre la lutte contre le réchauffement climatique, en témoigne l'organisation de la Cop 21, votre présence à la tête du C40 ou dernièrement la création d'un fonds d'investissement pour la transition énergétique. Pour quels raisons Paris se montre-elle aussi engagé en matière d'exemplarité environnementale ? Quels types de projet promet de soutenir ce « fonds vert » ?

A. H. : Les conséquences du dérèglement climatique sont de plus en plus visibles dans notre quotidien. En seulement deux ans, Paris et le Grand Paris ont été confrontés à deux crues décennales de la Seine, des chutes de neige d'une rare intensité, plusieurs épisodes de canicule... La transition énergétique est donc à la fois une urgence et une nécessité. Nous avons le devoir d'adapter nos villes, pour protéger les populations, et de prendre davantage soin de notre environnement. C'est le sens du nouveau Plan climat air énergie que nous sommes en train d'élaborer à Paris. Il a fait l'objet d'un premier

vote du Conseil de Paris, fin 2017, qui a été unanime alors même qu'il compte des mesures très fortes comme la fin des moteurs diesel en 2024 et de l'ensemble des moteurs thermiques polluants en 2030. C'est la preuve que les mentalités bougent, qu'il est possible d'avancer tous ensemble, au-delà des habituels clivages politiques.

Nous avons le devoir d'adapter nos villes pour protéger les populations, et de prendre d'avantage soin de notre environnement.

La Métropole s'est aussi dotée d'un Plan climat à son échelle. Nous avançons main dans la main. Cet engagement déterminé de Paris est salué par les institutions internationales. Je pense à l'ONU, à l'OCDE, mais aussi au World Economic Forum. Il y a quelques jours à peine, celui-ci a publié une vidéo qui souligne que l'action de la Ville de Paris pour le Climat représente un atout pour notre attractivité économique. Il y salue notamment la création depuis 2016 du parc des Rives de Seine, en lieu et place de l'autoroute urbaine qui se trouvait jusqu'à présent sur les berges. Que Davos soutienne aussi clairement cette initiative doit amener ceux qui sont enfermés dans le monde d'avant à réfléchir. Nous allons poursuivre nos efforts avec notre nouveau fonds de dotation pour la transition énergétique.

Cette grande première pour une collectivité française, rendue possible par la loi sur le statut de Paris, adoptée début 2017, va permettre de lever entre 150 et 200 millions d'euros qui seront injectés dans les acteurs économiques locaux qui veulent améliorer leurs performances environnementales. Je pense aux sociétés d'autocars, aux flottes de taxi, mais aussi à bien d'autres domaines. Là encore, je ne doute pas que nous serons surpris par la créativité des projets proposés.